

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/STR/W/9**

28 février 1996

(96-0738)

**Groupe de travail des entreprises  
commerciales d'Etat**

Original: anglais

## REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LES ETATS-UNIS<sup>1</sup> ET LE JAPON<sup>2</sup> SUR LA NOTIFICATION PRESENTEE PAR L'AUSTRALIE<sup>3</sup> CONFORMEMENT A L'ARTICLE XVII

La Mission permanente de l'Australie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 19 janvier 1996.

### Question des Etats-Unis

**Nous constatons que, dans sa notification conformément à l'article XVII, l'Australie n'a pas mentionné l'Office australien de l'orge (Australian Barley Board), le Groupement céréalier de l'Australie occidentale (West Australia Grains Pool), non plus que GRAINCO ni GRAINCORP. Nous croyons savoir que ces entités bénéficient de "droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux" au sens du Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XVII du GATT de 1994. L'Australie pourrait-elle expliquer pour quelle raison ces entités n'ont pas été mentionnées dans la notification?**

### Réponse

L'Office australien de l'orge, le Groupement céréalier et Grainco ne sont pas assujettis à la législation du Commonwealth. Toutefois, ces organismes agissent en vertu d'une législation d'Etat. En conséquence, compte tenu de l'intérêt exprimé par les Etats-Unis pour ces organismes, les renseignements pertinents seront fournis dans la mise à jour de 1996 de la notification australienne.

Graincorp a été privatisé en 1992. Quoi qu'il en soit, ses activités se rapportaient à la manutention, à l'entreposage et au transport des céréales et n'auraient pas été visées par l'article XVII du GATT de 1994 ni par le Mémoire d'accord.

---

<sup>1</sup>G/STR/W/2.

<sup>2</sup>G/STR/W/4.

<sup>3</sup>G/STR/N/1/AUS.

**Question du Japon**

**Nous constatons que l'Australie n'a pas mentionné certaines entités, comme par exemple l'Office australien de l'orge dans sa notification. Nous croyons savoir que ces entités bénéficient de "droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux" au sens du Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XVII du GATT de 1994. L'Australie pourrait-elle expliquer pourquoi elle ne les a pas mentionnées dans sa notification?**

**Réponse**

L'Office australien de l'orge n'est pas assujetti à la législation du Commonwealth. Toutefois, cet organisme agit en vertu d'une législation d'Etat. En conséquence, compte tenu de l'intérêt exprimé par le Japon pour cet organisme, les renseignements pertinents seront fournis dans la mise à jour de 1996 de la notification australienne.